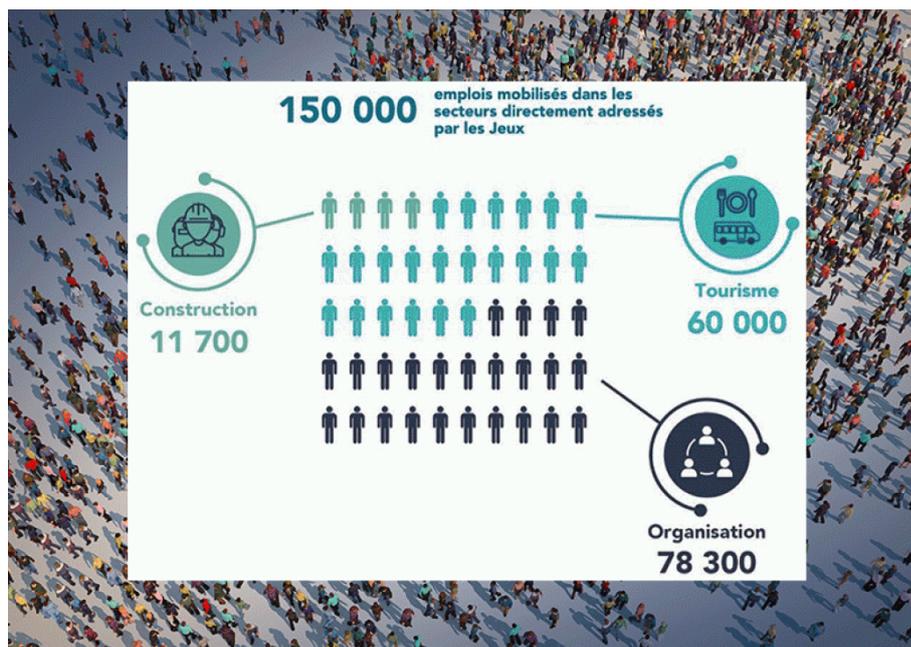


Quels emplois pour Paris 2024 ?

11 avril 2019 par Jean Damien Lesay pour Localtis

Tourisme, culture, loisirs – Emploi - Développement économique

Intitulée "Cartographie des emplois pour les Jeux de Paris 2024", une étude révèle que 150.000 emplois seront directement mobilisés, que ce soit dans les secteurs de la construction, du tourisme ou de l'organisation (événementiel, sécurité...). Un accompagnement des TPE-PME et de l'ESS est envisagé pour leur permettre d'y jouer leur rôle.



DR

Les Jeux olympiques de Paris seront, en 2024, un évènement sportif avant tout. Cependant, comme pour chaque évènement sportif international de grande envergure, de nombreuses retombées sont attendues, tant en termes de développement des pratiques, d'amélioration des infrastructures sportives que d'économie et d'emplois. C'est ce que l'on nomme désormais l'héritage. Pour ce qui concerne l'héritage des Jeux en termes d'emplois, un premier panorama est proposé avec la publication, le 4 avril, d'une étude commandée par le Cojo (Comité d'organisation des Jeux olympiques). Intitulée "[Cartographie des emplois pour les Jeux de Paris 2024](#)" et réalisée le Centre de droit et d'économie du sport de Limoges (CDES) et la société d'études et de conseil Amnyos, cette étude est, selon Tony Estanguet, "une première réponse concrète et pragmatique à nos engagements". Pour le président du Cojo, "c'est la première fois qu'un tel travail d'analyse et d'anticipation est réalisé en amont de l'organisation d'un grand évènement sportif international".

Trois secteurs d'activités impactés

Le premier objectif de l'étude consistait à évaluer le volume des emplois directement mobilisés par les Jeux au cours de la période 2018-2024 afin d'identifier la temporalité des besoins. Le deuxième objectif était de définir la répartition de ces emplois au sein des trois grands secteurs (construction, organisation, tourisme) concernés par l'organisation des Jeux et d'en proposer une déclinaison par métiers.

Globalement, ce sont donc 150.000 emplois qui seront directement mobilisés dans les secteurs directement concernés par les Jeux de Paris 2024. Dans le détail, le secteur de la construction devrait mobiliser 11.700 emplois. Leur rôle sera de construire les sites olympiques et paralympiques, qu'il s'agisse des infrastructures pérennes portées par la Solideo (Société de livraison des ouvrages olympiques) ou des aménagements temporaires portés par le Cojo. En termes de temporalité, la montée en puissance dans le secteur de la construction se fera jusqu'à 2022, où l'on devrait atteindre un pic de 7.800 emplois, avant de décliner nettement. Ici, ce sont les métiers du gros œuvre (2.300 emplois) et du second œuvre (3.100 emplois) qui mobiliseront le plus.

Le secteur du tourisme est pour sa part concerné à hauteur de 60.000 emplois mobilisés. Ici, il s'agit bien entendu des métiers d'accueil des touristes attendus à Paris et sur les lieux de compétition. Pour ce secteur, la totalité des 60.000 emplois mobilisés a été affectée à l'année 2024. Parmi eux, les métiers de la cuisine et de la restauration constitueront les plus gros bataillons (13.400 emplois), devant les métiers du service de salle (11.700).

Une organisation largement externalisée

Quant au dernier secteur d'activités concerné, l'organisation, il mobilisera les effectifs les plus importants, soit 78.300 emplois. Ceux-ci concerneront la filière événementielle, tant au niveau du comité d'organisation Paris 2024 lui-même que chez les nombreux prestataires. Dans ce secteur de l'organisation, 4.800 emplois (soit 4% du total) devraient être directement salariés par le Cojo et 73.500 (94%) chez les prestataires extérieurs. Si pour les emplois du Cojo la montée en charge sera très progressive tout au long des années à venir, du côté des prestataires, les besoins n'apparaîtront pas avant 2024. En termes de métiers, il est à noter que la sécurité privée, avec 30.200 emplois, sera de très loin le plus mobilisé. Suivent la restauration (10.100), le spectacle vivant et l'audiovisuel (7.400), les transports de marchandise et la logistique (6.900), et la communication/marketing (6.800).

L'étude visait un troisième objectif : envisager les conditions permettant de répondre aux besoins en main d'œuvre et aux engagements pris en faveur de l'inclusion des personnes éloignées de l'emploi. Sur ce dernier chapitre, elle fournit des statistiques sur le nombre d'apprentis par spécialité de formation et sur l'insertion par l'activité économique en Ile-de-France. On y apprend notamment que des métiers comme la conduite et l'encadrement de chantier ou la charpente mobilisent peu certains dispositifs d'aide comme le contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE).

"Sur la base de ces résultats, avec l'ensemble des parties prenantes, des premiers dispositifs ont été identifiés pour accompagner les TPE-PME, les entreprises de l'économie sociale et solidaire et les publics éloignés de l'emploi", souligne enfin Tony Estanguet. A ce titre, rappelons qu'en juillet 2018, la Solideo s'est notamment engagée, à travers sa charte en faveur de l'emploi et du développement territorial, à consacrer 10% des heures travaillées des futurs marchés à des publics en insertion professionnelle ou encore à promouvoir l'accès des TPE-PME à la commande publique avec un objectif de 25% du montant global des marchés.

Investissement dans l'espace public ouvert

Réaménager rapidement et entretenir efficacement l'ensemble des infrastructures et équipements nécessaires à un espace public ouvert, moderne et durable, notamment grâce au marché de partenariat.

Voir aussi

Investissement dans l'espace public ouvert

Réaménager rapidement et entretenir efficacement l'ensemble des infrastructures et équipements nécessaires à un espace public ouvert, moderne et durable, notamment grâce au marché de partenariat.

https://www.banquedesterritoires.fr/quels-emplois-pour-paris-2024?pk_campaign=newsletter_quotidienne&pk_kwd=2019-04-11&pk_source=Actualit%C3%A9s_Localtis&pk_medium=newsletter_quotidienne